



PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE LA LEGALITÉ  
Bureau de la réglementation et des élections

**ARRÊTÉ**

Arrêté préfectoral de mise en demeure

*DCL / BREVU / 2018 - 93 - 1*

**LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE**  
**Chevalier de la légion d'honneur**  
**Chevalier de l'ordre national du mérite**

**Société TERREAL**  
**Rue Léon Saccard**  
**71150 CHAGNY**

**Site d'exploitation situé à la même adresse**

**VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 91-499 du 18 octobre 1991 autorisant l'exploitation d'une fabrique de tuiles par la SA TUILES LAMBERT (exploitant précédent) à Chagny ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-04843 du 22 novembre 2010 concernant la mise à jour de certaines prescriptions suite à la remise du bilan de fonctionnement ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 mars 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 15 février 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions suivantes :

- absence de disconnecteurs sur deux points d'arrivée en eau potable (non-conforme à l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé) ;
- étude technico-économique demandée en 2010 incomplète et absence d'engagement des décisions prises à la suite de l'étude technique de diagnostic des réseaux des eaux résiduaires industrielles et pluviales réalisée en 2016 (non-conforme à l'article 3.3.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé) ;
- absence de justificatif permettant d'accepter préalablement les déchets de fines calcaires issus des fours, codifiés déchets dangereux par le code de l'environnement, au sein d'une unité extérieure à l'établissement de revalorisation en compost (non-conforme à l'article 6.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé et à l'article L. 541-7-1 du code de l'environnement) ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent des manquements aux dispositions réglementaires ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société TERREAL de respecter les dispositions réglementaires indiquées ci-dessus ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

La société TERREAL, dont le siège social est situé Rue Léon Saccard - 71150 CHAGNY est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, pour son établissement situé à la même adresse :

- les dispositions des articles 3.1.2, 3.3.6 et 6.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2010 susvisé ;
- les dispositions de l'article L. 541-7-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 2 - SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 - DÉLAI ET VOIE DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 - EXÉCUTION ET COPIES :**

M. le secrétaire général de la préfecture, M. le sous-préfet de l'arrondissement de Chalon sur Saône, M. le maire de Chagny, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant. Une copie sera faite à M. le responsable de l'unité départementale de la DREAL à Mâcon.

Mâcon, le

Pl Le préfet *de par délégation*

**Le Sous-Préfet  
de Chalon-sur-Saône**

Jean-Jacques BOYER